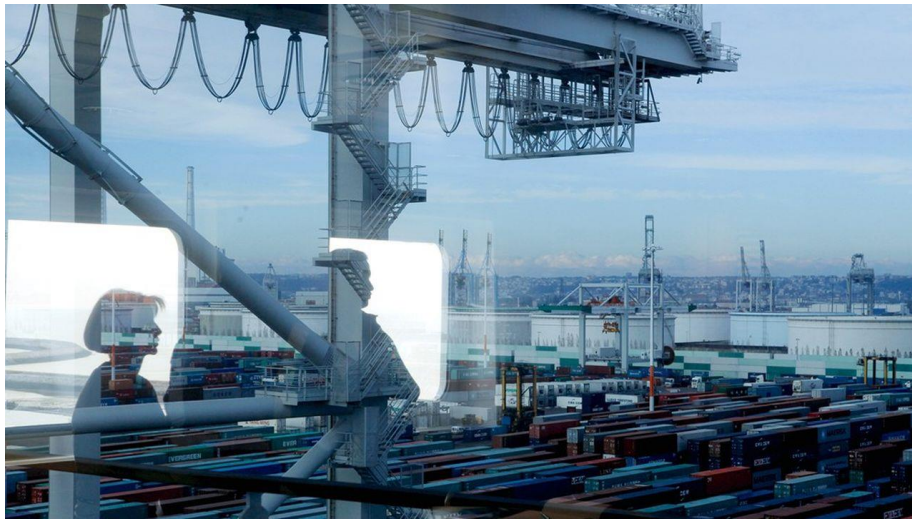


« La compétitivité industrielle de la France ne s'est pas redressée »

Bien que plus attractive, « la France continue d'afficher des performances commerciales médiocres par rapport aux autres grands pays européens », relève l'économiste Sébastien Jean, professeur titulaire de la chaire Jean-Baptiste Say d'économie industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers. Si le mouvement de réindustrialisation est engagé, « il reste à transformer les signaux positifs en performances commerciales ».



Pour l'économiste Sébastien Jean, « nous ne sommes plus dans une période de délocalisation, car il y a moins de gains économiques à espérer étant donné l'évolution des technologies et des coûts relatifs du travail ». (Benoit Decout/REA)

Par [Nathalie Silbert](#)

Publié le 9 janv. 2024 à 16:41 Mis à jour le 9 janv. 2024 à 17:26

Le déficit commercial de la France en 2023 devrait encore dépasser les 100 milliards d'euros. Et il ne devrait pas diminuer significativement en 2024. Comment l'expliquez-vous ?

La [dégradation des comptes extérieurs](#) que subit la France est pour une part commune à celle qu'ont connue nos grands voisins européens. La dynamique est même pire [en Allemagne](#). En revanche, elle est meilleure en Italie et en Espagne. L'énergie reste plus chère qu'avant le Covid. Même si on est sorti de la situation exceptionnelle de flambée des cours observée en 2022, on n'est pas revenu à des niveaux comparables à ceux que l'on connaissait en 2019.

Mais la France doit en plus faire face à la détérioration du solde commercial des biens hors énergie, pour lesquels son déficit se situe autour de 5 milliards d'euros par mois, alors qu'il était plutôt de l'ordre de 3 milliards en 2019. L'aggravation se manifeste essentiellement dans quatre secteurs : l'électronique-informatique, l'automobile, la métallurgie et la pharmacie qui est devenue un secteur déficitaire, alors qu'il était traditionnellement bénéficiaire.

Tout cela contribue à ce que le déficit commercial se stabilise à des niveaux significativement plus élevés qu'avant le Covid. La France a néanmoins des excédents [sur les services et les revenus d'investissements à l'étranger](#) qui compensent partiellement le déséquilibre commercial.

Que disent ces déficits de la compétitivité française ? Cela signifie-t-il que malgré les réformes engagées depuis 2017, elle ne s'améliore pas ?

La France continue d'afficher des performances commerciales médiocres par rapport aux autres grands pays européens. Elle se trouve dans une situation paradoxale. [Son attractivité s'est améliorée](#). Dans l'industrie, l'hémorragie a été stoppée, l'emploi a même un peu augmenté. Mais la compétitivité industrielle ne s'est pas redressée. Les efforts engagés portent encore des fruits limités. Les progrès sont lents. Il reste à transformer les signaux positifs en performances commerciales.



Sébastien Jean, professeur du Cnam. DR

Que préconisez-vous pour redresser les performances commerciales de la France ?

L'objectif doit être de [soutenir l'industrie](#) dans un cadre équilibré, du point de vue économique, social comme environnemental. [L'Etat a un rôle important à jouer](#) alors que la transition écologique et la révolution numérique rebattent les cartes et provoquent des ruptures, dans un contexte géopolitique tendu. Il faut accompagner et structurer les changements, orienter l'innovation, faciliter le financement d'investissements massifs.

On ne résoudra pas les problèmes de compétitivité de la France dans l'Europe, ou de l'Europe dans le monde, par des subventions.

Pour autant, on ne résoudra pas les problèmes de compétitivité de la France dans l'Europe, ou de l'Europe dans le monde, par des subventions. Il faut évidemment protéger des concurrences déloyales, le cas échéant, d'où l'utilité de l'enquête antisubvention en cours sur les véhicules électriques, par exemple. Mais il faut avant tout créer un cadre prévisible, favorable à l'activité des entreprises industrielles.

Il n'y a pas de recette miracle parce que beaucoup de dimensions différentes sont concernées, du foncier aux réglementations administratives et techniques en passant par la fiscalité ou l'énergie. Les performances éducatives du pays seront aussi un déterminant fondamental. Leur dégradation me semble le facteur le plus alarmant à terme.

Dans un rapport récent, vous avez montré que les délocalisations des multinationales françaises avaient largement contribué aux mauvaises performances du commerce extérieur du pays. L'évolution du contexte international change-t-elle la donne ?

Oui. Les tendances que l'on observait au début des années 2000 ne se retrouvent plus aujourd'hui. Nous ne sommes plus dans une période de délocalisation, car il y a moins de gains économiques à espérer, étant donné l'évolution des technologies et des coûts relatifs du travail. Par ailleurs, le contexte international favorise le retour des politiques industrielles et [la recherche d'une souveraineté](#) pour éviter de s'exposer à des risques géopolitiques.

Tout cela change un peu l'équation mais n'en inverse pas les termes : cela ne suffit pas à créer un mouvement massif de relocalisation. L'exemple de l'automobile est d'ailleurs intéressant. On reste dans une situation où il n'est pas facile pour les constructeurs de réunir les conditions favorables pour fabriquer en France des automobiles positionnées en entrée de gamme.

Nathalie Silbert